

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



Ville de passion!
COMMUNE DE SAINT-LOUIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Liberté - Égalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 891/PRM/DAJ/DA/MJC/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5,
Vu le Code de Procédure Pénale,
Vu le Code de la Route
Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L511-1 du code de la Sécurité Intérieure,
Vu la demande de l'Entreprise E2R reçue le neuf octobre deux mille vingt-trois,
Vu l'avis de la police municipale N° 548 / 2023 du douze octobre deux mille vingt-trois,
Vu l'avis N° 320 / 2023 du 18/10/2023 de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'enfouissement de câbles de branchement EDF sur le chemin Pièce Louise, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE

Art. 1. - La circulation se fait sur demi chaussée par alternat manuel sur le chemin Pièce Louise au droit du N° 296.

Art. 2. - Le stationnement est interdit au droit du chantier.

Art. 3. - La vitesse de circulation est limitée à 30km/h au droit du chantier.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi trente octobre deux mille vingt-trois au jeudi sept mars deux mille vingt-quatre de sept heures à seize heures.

Art. 5. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise E2R.

Art. 6. - La réfection du domaine public routier est effectué par l'Entreprise E2R après les travaux.

Art. 7. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 8. - Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à l'Entreprise E2R.

Fait à Saint-Louis, le 18/10/23

Pour la Maire et par Délégation

Le Directeur Général des Services Techniques

M. Laurent ROBERT



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régio route
- Service communication
- Entreprise E2R
- M. Laurent ROBERT
- M. Alain PAYET

LA MAIRE

certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative